

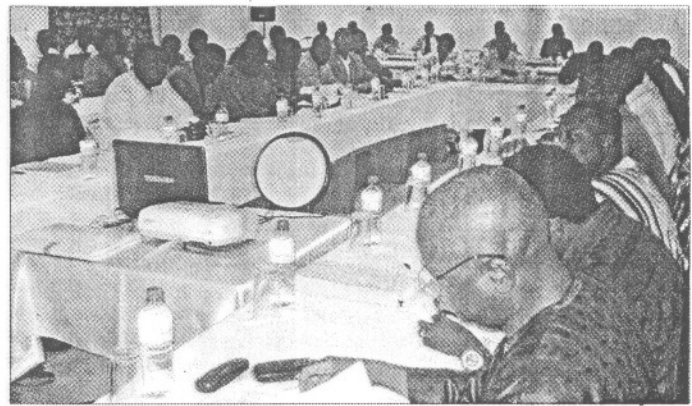
IPE/Burkina

Une meilleure intégration de l'environnement dans l'économie

Dans le processus de formulation et de mise en œuvre de l'initiative pauvreté-environnement au Burkina Faso (IPE/BF), l'étude des données fiables est un facteur clé qui permet d'orienter les acteurs. Dans cette dynamique, un atelier de lancement officiel de cette grande initiative et de l'étude sur le suivi-évaluation économique de l'environnement et des ressources naturelles s'est tenu à Ouagadougou le 23 août 2010.



Le présidium avec au milieu le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, Salifou Sawadogo



Les participants s'imprègnent du bien-fondé de l'IPE

L'IPE est une initiative lancée en 2005 par les Nations unies à l'effet d'une synergie d'actions des programmes d'environnement et de lutte contre la pauvreté dans les États. C'est ainsi qu'en 2007, le gouvernement burkinabè a adopté le projet IPE/Burkina. Lequel a pour objectif essentiel, de renforcer et de disséminer les connaissances spécifiques sur les liens entre pauvreté et environnement au Burkina Faso. Aussi vise-t-il à intégrer les liens entre misère et environnement dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD), les politiques sectorielles et la planification au niveau décentralisé, ainsi que les mécanismes budgétaires associés. Encore, le projet permet de renforcer les capacités nationales pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les outils de développement et d'appuyer la mise en place effective des cellules environnementales, ministérielles, régionales et du secteur privé. Selon le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, Salifou Sawadogo, "la première phase du projet, d'une durée de deux ans, va de juillet 2010 à juin 2012", pour un coût total de 1 950 000 \$ US. Ce montant est partiellement supporté par IPE/ PNUD/PNUE à hauteur de 1 200 000 \$ US, le Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD) à 400 000 \$ US et le gouvernement burkinabè à 350 000 \$ US. "Je puis vous assurer que le PNUD et le PNUE ne ménageront aucun effort pour que les nobles objectifs visés par l'initiative IPE soient atteints au Burkina Faso", a rassuré le représentant-résident du PNUD/Burkina, Pascal Karorero. Dans notre pays, il y a, de l'avis du ministre Salifou Sawadogo, président

de la cérémonie de lancement du projet, un décalage entre environnement et économie nationale : "si la contribution de l'environnement à l'économie nationale paraît faible ou marginale de nos jours, c'est parce qu'elle est sous-évaluée ou se base sur des données fragmentaires et très anciennes ou parfois insuffisantes". Pourtant, une prise de décisions claire dans un pays où plus de 80% de la

population vit des ressources naturelles contribuera efficacement à la lutte contre la pauvreté. D'où l'intérêt particulier pour le Burkina Faso de mener une étude éclairée sur l'évaluation économique de l'environnement et des ressources naturelles. Laquelle étude permettra, à en croire Salifou Sawadogo, "de nous fournir des informations pertinentes sur la contribution des écosystèmes et des biens et services environnementaux à l'économie nationale, ainsi que des données sur le coût de l'inaction".

Il est alors quasi inéluctable d'élaborer ce projet quand on sait que le contexte mondial est marqué par des crises financières, alimentaires, énergétiques et environnementales (changements climatiques, inondations). Au regard de l'intérêt du "Pays des hommes intègres" pour ce programme, une requête a été formulée par le gouvernement, ce qui lui a valu l'intégration du processus en 2007. La dégradation des ressources naturelles, la mauvaise évaluation de la contribution de l'environnement à l'essor économique et social et le manque de rapport spécifique entre pauvreté et environnement, sont, entre autres, des facteurs qui ont motivé l'adoption du projet.



Le représentant de l'IPE/Afrique, David Smith

Dramane Guéné (Stagiaire)